

Arrêté n° PCICP2022326-0003

---  
Portant autorisation environnementale de la demande de la société CARRIÈRES DE VIREY, relative au renouvellement et à l'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires, située sur le territoire de la commune de VIREY-SOUS-BAR  
---

**La préfète de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier ;

VU le code minier et textes pris pour son application ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles R. 111-2, R. 111-5 et R. 111-6 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU le décret du 22 mars 2021 nommant M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 1er février 1978 approuvant le règlement d'instruction et de manœuvre des sapeurs-pompiers communaux ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de défense extérieure contre l'incendie ;

VU la décision n° E22000028/51 en date du 25 mars 2022 du président du tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral n°99-1029A du 30 mars 1999 modifié, autorisant la société GRANULATS SEINE NORMANDIE à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériau calcaire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 99-2297A du 23 juin 1999, relatif au changement d'exploitant et autorisant la Société CARRIÈRES de VIREY à exploiter la carrière à ciel ouvert de matériau calcaire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03-00010A du 3 janvier 2003 portant règlement opérationnel des services d'incendie et de secours de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 portant règlement opérationnel des services d'incendie et de secours de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 fixant le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2022122-0001 en date du 2 mai 2022 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 24 mai 2022 au 24 juin 2022 inclus sur le territoire des communes de VIREY-SOUS-BAR, JULLY-SUR-SARCE, FOUCHÈRES, COURTENOT, BOURGUIGNONS, BAR-SUR-SEINE ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2022242-0003 du 30 août 2022 portant délégation de signature à M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le schéma départemental des carrières de l'Aube en vigueur ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Seine Normandie en vigueur ;

VU la demande déposée le 28 mai 2018, complétée les 24 avril 2019 et 17 janvier 2020, complétée en dernier lieu le 20 janvier 2021, par laquelle la Société CARRIÈRES de VIREY dont le siège social est situé 11, rue du Général de Gaulle à VIREY-SOUS-BAR (10260), sollicite le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de VIREY-SOUS-BAR ;

VU les plans, documents et renseignements, ainsi que l'étude d'impacts joints à la demande précitée ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 10 décembre 2021 ;

VU la réponse de la société CARRIÈRES de VIREY du 7 mars 2022 sur l'avis de l'autorité environnementale ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

VU la publication en date des 7 mai et 28 mai 2022 de cet avis dans deux journaux locaux ;

VU les avis favorables émis par les conseils municipaux des communes de VIREY-SOUS-BAR en date du 13 avril 2018 et 29 juin 2022, et de BAR-SUR-SEINE en date du 22 juin 2022;

VU l'absence d'avis des conseils municipaux de JULLY-SUR-SARCE, FOUCHÈRES, COURTENOT, BOURGUIGNONS ;

VU les éléments de réponse de la société CARRIÈRES de VIREY intégrés au rapport du commissaire enquêteur en date du 8 juillet 2022, à la suite de l'enquête publique susvisée ;

VU le registre d'enquête publique, le rapport et l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 8 juillet 2022 à la suite de l'enquête publique susvisée ;

VU le rapport et les propositions en date du 31 août 2022 de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est ;

VU le projet d'arrêté porté le 13 septembre 2022 à la connaissance du pétitionnaire ;

VU les observations du pétitionnaire en date du 23 septembre 2022 ;

VU l'avis en date du 29 septembre 2022 de la commission départementale de la nature, du paysage et des sites au cours de laquelle le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 181-3.I du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou des inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande d'autorisation environnementale et dans ses annexes et telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de la carrière et des autres installations pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation d'une carrière relève du régime de l'autorisation et que les dispositions prévues par l'exploitant sont de nature à pallier les risques et les nuisances éventuelles du site ;

CONSIDÉRANT que la société CARRIÈRES de VIREY exploite, sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 99-1029A du 30 mars 1999 modifié par l'arrêté préfectoral n° 99-2297A du 23 juin 1999, la carrière de matériaux calcaires sur la commune de VIREY-SOUS-BAR ;

CONSIDÉRANT que la société CARRIÈRES de VIREY dispose des capacités techniques et financières suffisantes pour exploiter la carrière et les autres installations et pour remettre le site en état après la fin de l'exploitation ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec les objectifs et avec les orientations du schéma départemental des carrières de l'Aube ; que le projet est compatible avec les dispositions des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux du Bassin Seine Normandie ;

CONSIDÉRANT que l'établissement est accessible aux engins de secours, que la défense extérieure contre l'incendie et les mesures de sécurité incendie s'avèrent satisfaisantes ;

CONSIDÉRANT que le projet ne modifie pas le classement actuel du site (autorisation) ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des conseils municipaux des communes consultées et des services déconcentrés de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées par l'exploitant sont de nature à protéger les intérêts visés aux articles L. 122-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ; (en l'absence de modification à la suite des consultations)

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

# SOMMAIRE

<b>TITRE I : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>8</b>
CHAPITRE 1.1 - EXPLOITANT TITULAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	8
Article 1.1.1 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	8
Les arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter n° 99-1029A du 30 mars 1999 et n° 99-2297A du 23 juin 1999 sont abrogés.....	8
Article 1.1.2 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	8
Article 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement.....	8
CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS.....	8
Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau.....	8
Article 1.2.2 Durée de l'autorisation.....	10
Article 1.2.3 Consistance des installations autorisées .....	10
CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION .....	11
Article 1.3.1 Conformité.....	11
CHAPITRE 1.4 - GARANTIES FINANCIÈRES.....	11
Article 1.4.1 Objet des garanties financières.....	11
Article 1.4.2 Montant des garanties financières.....	11
Article 1.4.3 Etablissement des garanties financières.....	11
Article 1.4.4 Renouvellement des garanties financières.....	11
Article 1.4.5 Actualisation des garanties financières.....	12
Article 1.4.6 Modification du montant des garanties financières.....	12
Article 1.4.7 Absence de garanties financières.....	12
Article 1.4.8 Appel des garanties financières.....	12
Article 1.4.9 Levée de l'obligation de garanties financières.....	12
CHAPITRE 1.5 - MODIFICATION D'ACTIVITÉ.....	13
Article 1.5.1 Porter à connaissance.....	13
Article 1.5.2 Mise à jour des études d'impact et de dangers.....	13
Article 1.5.3 Équipements abandonnés.....	13
Article 1.5.4 Transfert sur un autre emplacement.....	13
Article 1.5.5 Renouvellement et extension.....	13
Article 1.5.6 Changement d'exploitant.....	13
CHAPITRE 1.6 - CONTRÔLES ET ANALYSES.....	13
Article 1.6.1 Contrôles et analyses.....	13
CHAPITRE 1.7 - RÉGLEMENTATION.....	14
Article 1.7.1 Réglementation applicable.....	14
Article 1.7.2 Respect des autres législations et réglementations.....	14
<b>TITRE 2 : GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>15</b>
CHAPITRE 2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	15
Article 2.1.1 Objectifs généraux.....	15
Article 2.1.2 Impacts sur le milieu naturel : mesures d'évitement et de réduction.....	15
Article 2.1.3 Consignes d'exploitation.....	16
CHAPITRE 2.2 - RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	17
Article 2.2.1 Réserves de produits.....	17
CHAPITRE 2.3 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	17
Article 2.3.1 Propreté et esthétique.....	17
CHAPITRE 2.4 - DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU.....	17
Article 2.4.1 danger ou nuisance non prévenu.....	17
CHAPITRE 2.5 - INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	17
Article 2.5.1 Déclaration et rapports.....	17
CHAPITRE 2.6 - DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.....	17
Article 2.6.1 Préservation du patrimoine archéologique.....	17

Article 2.6.2 Déclaration du début d'exploitation.....	18
Article 2.6.3 Bornage.....	18
Article 2.6.4 Panneaux.....	18
Article 2.6.5 Accès à la voirie.....	18
Article 2.6.6 Réseau de dérivation des eaux de pluie.....	18
CHAPITRE 2.7 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TRANSMIS ET TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	18
Article 2.7.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	18
Article 2.7.2 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	19
CHAPITRE 2.8 - SUIVI DES RÉSULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE.....	20
Article 2.8.1 Suivi des résultats de l'autosurveillance.....	20
<b>TITRE 3 : CONDUITE DE L'EXPLOITATION.....</b>	<b>21</b>
CHAPITRE 3.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	21
Article 3.1.1 Horaires d'ouverture.....	21
Article 3.1.2 Sécurité du public.....	21
CHAPITRE 3.2 - PLANS ET PHASAGE.....	21
Article 3.2.1 Plan d'exploitation.....	21
Article 3.2.2 Plan de référencement des zones de remblaiement.....	21
Article 3.2.3 Mise à jour et archivage.....	22
Article 3.2.4 Phasage.....	22
CHAPITRE 3.3 - EXPLOITATION.....	22
Article 3.3.1 Décapage.....	22
Article 3.3.2 Extraction des matériaux.....	22
Article 3.3.3 Abattage à l'explosif.....	22
Article 3.3.4 Stockage et traitement des matériaux.....	24
Article 3.3.5 Circuit des eaux de lavage.....	24
Article 3.3.6 Transport de matériaux.....	24
Article 3.3.7 Remblayage.....	24
<b>TITRE 4 : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....</b>	<b>28</b>
CHAPITRE 4.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	28
Article 4.1.1 Dispositions générales.....	28
Article 4.1.2 Emission de gaz à effets de serre.....	28
Article 4.1.3 Envois de poussières.....	28
Article 4.1.4 Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution de l'air.....	28
Article 4.1.5 Plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement.....	29
<b>TITRE 5 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>30</b>
CHAPITRE 5.1 - PRÉLÈVEMENT ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	30
Article 5.1.1 Origine des approvisionnements en eau.....	30
Article 5.1.2 Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eaux.....	30
Article 5.1.3 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	30
Article 5.1.4 Prescriptions en cas de sécheresse.....	30
CHAPITRE 5.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	31
Article 5.2.1 Disposition générales.....	31
Article 5.2.2 Entretien et surveillance.....	31
CHAPITRE 5.3 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	31
Article 5.3.1 Identification des effluents.....	31
Article 5.3.2 Collecte des effluents.....	32
Article 5.3.3 Eaux de procédés des installations de traitement des matériaux.....	32
Article 5.3.4 Entretien et caractéristiques générales des rejets.....	32
Article 5.3.5 Eaux domestiques.....	32
Article 5.3.6 Eaux de ruissellement des zones de stockages et de la station de transit de matériaux.....	33
CHAPITRE 5.4 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES.....	33
Article 5.4.1 Réseau de surveillance des eaux souterraines.....	33

Article 5.4.2 Contrôle du niveau et de la qualité des eaux souterraines.....	33
<b>TITRE 6 : DÉCHETS PRODUITS.....</b>	<b>34</b>
CHAPITRE 6.1 - PRINCIPES DE GESTION.....	34
Article 6.1.1 Limitation de la production de déchets.....	34
Article 6.1.2 Séparation et élimination des déchets.....	34
Article 6.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	34
Article 6.1.4 Zones de stockage des déchets d'extraction inertes internes.....	34
Article 6.1.5 Déchets produits par l'établissement.....	35
Article 6.1.6 Plan de gestion des déchets.....	35
<b>TITRE 7 : PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES.....</b>	<b>36</b>
CHAPITRE 7.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	36
Article 7.1.1 Aménagements.....	36
Article 7.1.2 Véhicules et engins.....	36
Article 7.1.3 Appareils de communication.....	36
CHAPITRE 7.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	36
Article 7.2.1 Niveaux limites de bruit.....	36
Article 7.2.2 Valeurs limites d'émergence.....	36
Article 7.2.3 Contrôle du bruit.....	36
CHAPITRE 7.3 - ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	37
Article 7.3.1 Emissions lumineuses.....	37
<b>TITRE 8 : PRÉVENTION DES RISQUES.....</b>	<b>38</b>
CHAPITRE 8.1 - DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	38
Article 8.1.1 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles.....	38
Article 8.1.2 Risques de pollution liés aux engins.....	38
CHAPITRE 8.2 - PRÉVENTION DES INCENDIES.....	39
Article 8.2.1 Prévention.....	39
Article 8.2.2 Moyen de lutte contre l'incendie.....	39
CHAPITRE 8.3 - PRÉVENTION DES RISQUES ÉLECTRIQUES.....	39
Article 8.3.1 Prévention des risques électriques.....	39
CHAPITRE 8.4 - VÉRIFICATION PÉRIODIQUE DES ÉQUIPEMENTS.....	39
Article 8.4.1 Vérification périodique des équipements.....	39
<b>TITRE 9 : CONDITIONS DE REMISE EN ÉTAT.....</b>	<b>40</b>
CHAPITRE 9.1 - CESSATION D'ACTIVITÉ.....	40
Article 9.1.1 Arrêt des travaux d'extraction.....	40
Article 9.1.2 Notification de la cessation d'activité.....	40
CHAPITRE 9.2 - REMISE EN ÉTAT.....	40
Article 9.2.1 Conditions générales.....	40
Article 9.2.2 Nature de la remise en état.....	41
Article 9.2.3 Description de la remise en état.....	41
<b>TITRE 10 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.....</b>	<b>42</b>
CHAPITRE 10.1 - PUBLICITÉ ET EXÉCUTION.....	42
Article 10.1.1 : Notification de l'arrêté et publicité.....	42
Article 10.1.2 Exécution.....	42
ANNEXES.....	43
ANNEXE 1 :.....	44
ANNEXE 2 : Plan de localisation du site.....	45
ANNEXE 3 : Plan de remise en état finale du site.....	46
ANNEXE 4 : Plan de phasage d'exploitation.....	47
ANNEXE 5 : Plan de mesure poussières.....	48
ANNEXE 6 : plan de localisation des points de mesures de bruit en ZER.....	49

## **TITRE I – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

### **CHAPITRE 1.1 – EXPLOITANT TITULAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

#### **Article 1.1.1 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter n° 99-1029A du 30 mars 1999 et n° 99-2297A du 23 juin 1999 sont abrogés.

#### **Article 1.1.2 : Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société CARRIÈRES de VIREY, dont le siège social est situé 11 rue du Général de Gaulle à VIREY-SOUS-BAR (10260), ci-après désignée exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires, sur les parcelles annexées au présent arrêté (Annexe 1).

La surface exploitable tient compte des distances de recul nécessaires à la sécurité et la salubrité publique (bande des 10 m (art 14.1 de l'AM de 94).

Le périmètre d'autorisation PA et le périmètre d'extraction PE sont reportés sur le plan joint en annexe 2 du présent arrêté. Le périmètre d'autorisation représente 54 ha 91 a 27 ca.

Toute modification cadastrale est portée à la connaissance de la préfecture et de l'inspection des installations classées.

La réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de la région Grand Est dans l'arrêté n° SRA2018/C286 -07.8453 du 5 juin 2018.

#### **Article 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises a enregistrement**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluse dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

### **CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS**

#### **Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau**

La société CARRIÈRES de VIREY est autorisée à exploiter les installations classées suivantes :

	Rubrique et libellé de la nomenclature et nature de l'activité		Critère de classement	Critère propre au site	Régime
ICPE	2510-1	Exploitation de carrières à l'exception de celles visées au 5 et 6		Production moyenne : <b>250 000 t/an</b> Production maximale : <b>500 000 t/an</b>	A
	2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2.	<b>Puissance installée</b> des installations (P) : E si $P > 200 \text{ kW}$ D si $40 < P \leq 200 \text{ kW}$	Unités de traitement des matériaux du site d'une puissance totale installée : <b>P ~ 1 450 kW</b>	E
	2517-1	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux cités par d'autres rubriques	<b>Superficie de l'aire de transit (S) :</b> E si $S > 10\,000 \text{ m}^2$ D si $5\,000 < S \leq 10\,000 \text{ m}^2$	Aire de transit de matériaux extérieurs inertes : <b>S &gt; 30 000 m<sup>2</sup></b>	E
	4734 (ex 1432)	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution (...)	Quantité totale susceptible d'être présente (Q) : 1. Pour cavités souterraines, stockages enterrés ou en double enveloppe avec système détection fuite : A si $Q \geq 2\,500 \text{ t}$ E si $1\,000 \leq Q < 2\,500 \text{ t}$ DC si $250^* \leq Q < 1\,000 \text{ t}$ 2. Pour autres stockages : A si $Q \geq 1\,000 \text{ t}$ E si $500^{**} \leq Q < 1\,000 \text{ t}$ DC si $50 \leq Q < 500 \text{ t}^{**}$	Citerne de GNR : <b>Q = 33,8 t</b> (d = 0,845 kg/L)	NC
	1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur (...)	<b>Volume annuel de carburant distribué (V) :</b> E si $V > 20\,000 \text{ m}^3$ DC si $500^{***} < V \leq 20\,000 \text{ m}^3$	Distribution de GNR pour un volume annuel : <b>V = 167,4 m<sup>3</sup></b>	NC
	2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur (...)	<b>Surface de l'atelier (S) :</b> A si $S > 5\,000 \text{ m}^2$ DC si $2\,000 < S \leq 5\,000 \text{ m}^2$	Atelier de réparation et d'entretien d'une surface totale : <b>S = 600 m<sup>2</sup></b>	NC

<b>IOTA (loi sur l'eau)</b>	<b>1.2.1.0-2</b>	<p>A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :</p> <p>2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m<sup>3</sup>/heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau</p>	<p><b>Volume prélevé (V) :</b>  A si <math>V \geq 200\,000 \text{ m}^3/\text{an}</math>  D si <math>10\,000 &lt; V &lt; 200\,000 \text{ m}^3/\text{an}</math></p>	<p>Prélèvement dans la Seine (2,4 % du débit de la Seine) pour un volume total :  <b><math>V &lt; 40\,000 \text{ m}^3/\text{an}</math></b></p>	<b>D</b>
---	------------------	--	---	--	----------

A : Autorisation - D : Déclaration - E : Enregistrement - NC : Non Concerné

Le volume maximal extrait autorisé commercialisable est de 500 000 tonnes par an, soit un tonnage de 5 100 000 tonnes sur la durée de l'autorisation.

### Article 1.2.2 Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 25 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les travaux de remise en état sont inclus dans cette durée et correspondent à une durée de 5 ans.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 5 ans avant la fin de la présente autorisation ; cette période étant réservée à finaliser les travaux de remise en état.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

### Article 1.2.3 Consistance des installations autorisées

L'exploitation et extraction est réalisée à ciel ouvert, en fosse et hors nappe. Les matériaux extraits sont traités par des installations de traitement fixes et mobiles (scalpage-concassage-criblage) permettant d'élaborer des produits finis de différentes granulométries. L'installation est conçue pour traiter 500 t/h de matériaux calcaire pour le primaire et 250 t/h pour le secondaire.

L'installation globale présente une puissance de 1 450KW répartis comme suit :

- concasseur primaire : 127 KW
- transport des matériaux : 490 KW et 108 kW
- installation de lavage : 135 KW
- installation traitement secondaire : 590 KW

Un lavage des matériaux est pratiqué, recyclant intégralement les eaux de procédé dans l'installation par circuit fermé. L'installation de lavage présente un débit de 800 m<sup>3</sup>/h.

Sont également présents sur le site d'exploitation :

- une cuve de Gasoil Non Routier (GNR) de 40 000L, double paroi enterrée,
- une installation de distribution de GNR,
- un atelier de réparation et d'entretien,
- pont bascule,

- poste de commandes et de supervision des installations et de bureaux administratifs (vestiaires, sanitaires, local restauration),
- aire étanche reliée à un séparateur d'hydrocarbures pour le ravitaillement et entretiens, atelier, aire de lavage.

## **CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

### **Article 1.3.1 Conformité**

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux (AIOT) et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **CHAPITRE 1.4 - GARANTIES FINANCIÈRES**

### **Article 1.4.1 Objet des garanties financières**

Conformément aux dispositions du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

### **Article 1.4.2 Montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode de détermination présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

La durée de l'autorisation de 25 ans, comptée à partir de la date de signature du présent arrêté, est divisée en 5 phases quinquennales.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas d'exploitation et de remise en état joints en annexe 3 du présent arrêté présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état des installations autorisées et de leurs installations connexes est de :

- 1ère phase (2022-2027) : 975 251 €
- 2ème phase (2027-2032) : 893 615 €
- 3ème phase (2032-2037) : 821 576 €
- 4ème phase (2037-2042) : 795 773 €
- 5ème phase (2042-2047) : 304 355 €

L'indice TP01 ayant servi au calcul des garanties financières est de 109,7 (janvier 2019 – base 100 en 2010).

### **Article 1.4.3 Etablissement des garanties financières**

Préalablement à la mise en exploitation des parcelles objet du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspection des installations classées :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Les garanties financières sont établies sur la base d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle.

### **Article 1.4.4 Renouvellement des garanties financières**

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspection des installations classées, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de

constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

#### **Article 1.4.5 Actualisation des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

#### **Article 1.4.6 Modification du montant des garanties financières**

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières, ainsi que de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

#### **Article 1.4.7 Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### **Article 1.4.8 Appel des garanties financières**

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- pour la mise en sécurité de l'installation,
- pour la remise en état du site,
- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

#### **Article 1.4.9 Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512 39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

## **CHAPITRE 1.5 - MODIFICATION D'ACTIVITÉ**

### **Article 1.5.1 Porter à connaissance**

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

### **Article 1.5.2 Mise à jour des études d'impact et de dangers**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **Article 1.5.3 Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **Article 1.5.4 Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous le chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

### **Article 1.5.5 Renouvellement et extension**

Toute demande de prolongation ou de renouvellement est adressée au préfet au moins 6 mois avant la date d'expiration de cette autorisation.

La demande est présentée conformément à l'article R181- 49 du code de l'environnement.

### **Article 1.5.6 Changement d'exploitant**

La demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution des garanties financières.

Tout changement d'exploitant doit conduire au transfert des informations relatives au site. A cet effet, les rapports de surveillance, d'inspection ainsi que les documents relatifs à l'autorisation sont conservés de manière à garantir le transfert des informations.

## **CHAPITRE 1.6 - CONTRÔLES ET ANALYSES**

### **Article 1.6.1 Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

## **CHAPITRE 1.7 - RÉGLEMENTATION**

### **Article 1.7.1 Réglementation applicable**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- Arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- Arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Arrêté du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 ;
- Arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- Arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;
- Arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;
- Arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- Arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (\*) ;
- Arrêté du 27 octobre 2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;
- Arrêté du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

### **Article 1.7.2 Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## TITRE 2 : GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

---

### CHAPITRE 2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### Article 2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### Article 2.1.2 Impacts sur le milieu naturel : mesures d'évitement et de réduction

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

##### **Article 2.1.2.1 Mesure d'évitement**

La portion de pelouse sèche d'environ 800 m<sup>2</sup> au Sud du site (zone d'extension) présente un habitat d'intérêt communautaire prioritaire et accueille deux stations conséquentes de deux espèces végétales patrimoniales rares : l'Ophrys abeille (*Ophrys apifera*) et l'Ophrys bourdon (*Ophrys fuciflora*).

Cette zone est évitée en sa totalité et balisée. Au sein de ce périmètre sont interdits le décapage du sol, le dépôt de matériaux ainsi que la circulation des véhicules.

##### **Article 2.1.2.2 Mesures de réduction concernant la faune**

– Le déplacement du merlon périphérique en cours de végétalisation et le décapage des sols cultivés ne sont pas effectués en période de reproduction des oiseaux, c'est-à-dire de mars à août. Ces travaux ont lieu entre les mois de septembre et février.

– En période de reproduction du Pélodyte ponctué, de mars à août principalement, toute intervention au droit des bassins ou des dépressions inondées (curage, modification des rives...) est proscrite afin d'éviter des destructions d'oeufs ou de têtards. Ces opérations sont reportées entre les mois de septembre et février inclus.

– Les abords des bassins et les stocks de matière meuble présents dans la fosse d'extraction ne sont pas remaniés en période d'hivernage du Pélodyte ponctué, période pendant laquelle les adultes sont les plus vulnérables. Le remaniement est également évité en période d'estivage de l'espèce, et pendant la période de nidification du Petit gravelot. Ces opérations ont lieu pendant les mois de septembre et octobre.

– Le démantèlement des installations après exploitation est réalisé entre le mois de septembre et février inclus afin d'éviter la destruction d'oeufs ou de juvéniles au nid chez le Moineau domestique durant sa période de nidification.

– La mesure consistant à éviter la circulation de personnes sur le chemin Sud-Ouest situé à mi-front en période de nidification du Grand-duc d'Europe est maintenue tout le long de l'exploitation.

Le Grand-duc est susceptible de venir se poser ponctuellement sur les fronts en cours d'exploitation. L'exploitant veille donc à ce que l'espèce soit absente des fronts de taille exploités avant chaque tir de mine. Si nécessaire, une fusée colorée pourra être utilisée 15 min avant le tir de mine afin d'effaroucher l'espèce.

### **Article 2.1.2.3 Mesures dans le cadre du réaménagement à vocation économique et écologique**

- Les zones d'extension actuelle et le carreau Sud-Est sont rendus à l'agriculture après remblaiement et talutage partiel des fronts.
- La zone des installations de traitement est partiellement remblayée et le carreau minéral maintenu pour pouvoir accueillir une activité socio-économique.
- La partie Nord-Ouest de la carrière est maintenue à l'état actuel (prairie fauchée annuellement).
- Les anciens bassins de décantation s'étendant le long de la limite Nord de la carrière et en cours de végétalisation sont partiellement remblayés et revégétalisés spontanément.
- L'ancien front de taille qui accueille le Grand-duc d'Europe au Sud-Ouest de la carrière est maintenu en l'état et ne sera pas taluté, ceci afin de ne pas détruire son aire de nidification.
- Le front de taille en limite Nord-Est est maintenu à l'état abrupt et ne sera pas taluté. Après sécurisation, ce front sera entaillé à la pelle afin d'aménager des irrégularités qui pourront être favorables à l'avifaune rupestre. Une cavité sera également aménagée. Elle sera positionnée à 10 m de haut sur le front de taille, creusée sur environ 50 à 100 cm de profondeur et de hauteur, pour un volume d'environ 1 m<sup>3</sup>. Elle sera tapissée d'une couche de terre végétale de 5 cm d'épaisseur.
- La zone réaménagée en prairie au Nord de la carrière est semée d'un mélange de graminées locales, à l'instar de la prairie actuellement présente. Elle est fauchée tous les ans afin d'éviter sa fermeture.
- Quatre mares destinées au Pélodyte ponctué sont aménagées au Sud de la carrière (dépression arrondie en pente très douce mesurant 50 m<sup>2</sup> pour 1 m de profondeur), entre le carreau minéral et les milieux cultivés. Le suivi écologique permettra de vérifier la bonne fonctionnalité des mares et de corriger leur structure topographique si nécessaire. Les abords des mares sont ensemencés en prairie. L'ensemble du secteur est séparé de la zone d'activité par une haie afin d'en limiter l'accès.

### **Article 2.1.2.4 Suivi des mesures**

Un suivi des mesures est mis en place sur le site. Il s'agira :

- de vérifier la réalisation des mesures d'évitement, de réduction et de réaménagement prévues ;
- de suivre l'évolution des espèces patrimoniales suivantes : Grand-duc d'Europe et Pélodyte ponctué ; d'évaluer l'efficacité des mesures vis-à-vis de la faune et/ou de la flore ;
- d'apporter des ajustements aux mesures en cas de besoin ;

Ce suivi prendra la forme d'une visite tous les trois ans, et la rédaction d'un compte-rendu à l'issue de chaque visite qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 2.1.3 Consignes d'exploitation**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les conditions de fonctionnement, les vérifications à effectuer et les conditions de mises à l'arrêt en situations d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Elles précisent également la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.

Ces consignes prennent en compte les contraintes liées au maintien des enjeux écologiques (habitats, biodiversité...).

Les consignes sont portées à la connaissance des salariés et affichées.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers liés à l'exploitation et des enjeux écologiques en présence. L'exploitant veille à la formation de son personnel et de toute personne intervenant sur le site sur les aspects liés à l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement et des risques associés, sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention ainsi que sur les intérêts écologiques recensés dans le périmètre autorisé.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. Toute personne qui arrive dans la carrière doit obligatoirement passer devant un point de contrôle où des consignes de sécurité lui sont transmises. Les particuliers sont admis uniquement dans l'aire de chargement qui leur est réservée à l'entrée du site.

## **CHAPITRE 2.2 - RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES**

### **Article 2.2.1 Réserves de produits**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle et adaptés à ses installations pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, floculants, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

## **CHAPITRE 2.3 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

### **Article 2.3.1 Propreté et esthétique**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

## **CHAPITRE 2.4 - DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

### **Article 2.4.1 danger ou nuisance non prévenu**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5 - INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **Article 2.5.1 Déclaration et rapports**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.6 - DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES**

### **Article 2.6.1 Préservation du patrimoine archéologique**

L'exploitant doit prendre connaissance des lois en matière de protection du patrimoine archéologique ainsi que le code du patrimoine, notamment son livre V.

L'exécution du diagnostic archéologique qui est prescrit par l'arrêté n° SRA2018/C286 -07.8453 en date du 5 juin 2018 du préfet de région, est un préalable à l'exploitation des extensions géographiques de la carrière autorisées par le présent arrêté.

L'exploitant est tenu d'informer les services administratifs concernés 6 mois au moins avant le début des travaux, et ce pour chacune des phases d'exploitation (décret n°2004-490 du 03 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matières d'archéologie préventive).

### **Article 2.6.2 Déclaration du début d'exploitation**

Préalablement à l'exploitation proprement dite, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet une déclaration de début d'exploitation, après avoir satisfait aux prescriptions de l'article 2.6.1 du présent arrêté.

### **Article 2.6.3 Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté.

Ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

### **Article 2.6.4 Panneaux**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaires :

- des panneaux interdisant l'accès du public au site ;
- des panneaux avertissant des dangers du site, deux panneaux de type A 14 avec panneau "carrière" sont implantés sur la RD de part et d'autre des accès à 150 mètres de ces derniers. Ils sont entretenus en bon état ;
- des panneaux interdisant l'interdiction de décharge de quelque matériau que ce soit.

### **Article 2.6.5 Accès à la voirie**

L'accès au site s'effectue par la RD 32.

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité routière. En tant que de besoin les débouchés sur la voirie publique sont pré-signalés.

A l'entrée du site est affiché un plan de circulation.

La sortie est revêtue sur une longueur de 50 mètres avant son débouché sur la RD afin de limiter les apports de boues et poussières sur la chaussée de cette dernière. Ce revêtement est régulièrement nettoyé afin de ne pas laisser accumuler des poussières et boues préjudiciables à l'entretien de la chaussée.

### **Article 2.6.6 Réseau de dérivation des eaux de pluie**

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés au code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place en périphérie de cette zone.

## **CHAPITRE 2.7 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TRANSMIS ET TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

### **Article 2.7.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- le plan d'exploitation mis à jour annuellement,
- le plan de gestion des déchets « d'extraction »,
- le plan de référencement des zones de remblaiement,
- le registre des prélèvements d'eau,
- le résultat des analyses et contrôles réalisés en application du présent arrêté,

- les registres préalables d'acceptation des déchets inertes,
- le registre d'admission des déchets inertes,
- le registre des refus d'admission de déchets inertes,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## Article 2.7.2 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
1.4.3	Attestation de constitution des garanties financières	Préalablement aux travaux d'extraction
1.4.4	Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.4.3
1.4.5	Actualisation des garanties financières	- au plus tard à chaque période quinquennale - avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de l'indice TP01
1.5.1 et suivants	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification
1.5.6	Changement d'exploitant	Soumis à autorisation préfectorale préalable
2.5.1	Accidents et incidents	Rapport à transmettre sous 15 jours à l'inspection des installations classées
3.3.3.5	Bilan des mesures de vibrations	Bilan annuel à transmettre à l'inspection des installations classées
4.1.2	Bilan carbone	Bilan de la mesure réalisée à transmettre à l'inspection des installations classées
4.1.5.4	Bilan suivi des retombées de poussières	Rapport annuel à transmettre à l'inspection des installations classées
5.4.1 et 5.4.2	Réseau de surveillance des eaux souterraines Résultats des analyses des eaux souterraine	Plan de localisation à transmettre à l'inspection des installations classées dès leur implantation Bilan annuel à transmettre à l'inspection des installations classées et à l'ARS
6.1.6	Plan de gestion des déchets	Avant le début d'exploitation Tous les 5 ans au plus tard À chaque modification des installations
9.1.2	Cessation d'activité	6 mois avant la mise à l'arrêt définitif de l'installation et au plus tard 6 mois avant la date de fin d'autorisation d'exploiter
7.3.2	Bilan mesure des niveaux sonores	Bilan à transmettre à l'inspection des installations classées et à l'ARS après

		chaque mesure.
--	--	----------------

## CHAPITRE 2.8 - SUIVI DES RÉSULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE

### Article 2.8.1 Suivi des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent arrêté, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Les rapports d'analyses commentés sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant toute la durée de l'autorisation.

---

## TITRE 3 : CONDUITE DE L'EXPLOITATION

---

### CHAPITRE 3.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 3.1.1 Horaires d'ouverture

L'exploitant est autorisé à extraire ou traiter les matériaux de 7h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 du lundi au vendredi.

#### Article 3.1.2 Sécurité du public

En dehors de la présence de personnel qualifié les installations et engins sont laissées en sécurité. Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. Une clôture constituée par au moins trois fils barbelés entoure l'exploitation. Elle sera placée en limite de propriété ou à au moins 10 mètres du front de taille, si la clôture est appelée à se déplacer avec l'avancement de la carrière pour permettre de maintenir en culture les zones pas encore exploitées. Elle sera complétée par des pancartes mentionnant le danger et l'interdiction formelle de pénétrer. Un merlon de sécurité d'une hauteur minimale de 1,50 mètre, constitué de terre et/ou de stériles, sera implanté sur toute la longueur des fronts de taille entre la clôture et l'excavation.

### CHAPITRE 3.2 - PLANS ET PHASAGE

#### Article 3.2.1 Plan d'exploitation

Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle adapté à la superficie du site.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates de levée ;
- les périmètres (autorisation et extraction) sur lesquels porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- les bords de la fouille ;
- les zones particulières de préservation écologiques ;
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particuliers ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;
- Les installations de prélèvements d'eau ;
- les exutoires de rejets des effluents aqueux ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- les zones en cours d'exploitation ;
- Les zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes et des déchets inertes extérieurs ;
- les zones où l'exploitation est terminée, celles remblayées et celles remise en état ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière ;
- le point de prélèvement dans la Seine et les canalisations associées.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an par un géomètre-expert et est conservé sur site, à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 3.2.2 Plan de référencement des zones de remblaiement

L'exploitant tient à jour un plan précis des zones à remblayer et des zones déjà remblayées. Ce plan doit permettre d'assurer la traçabilité du remblayage selon un maillage adapté.

Le plan de référencement des zones de remblaiement est mis à jour annuellement et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 3.2.3 Mise à jour et archivage**

Les plans et les coupes sont établis par un géomètre-expert.

Le plan d'exploitation et les coupes sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 3.2.4 Phasage**

L'exploitation du site est prévue pour une durée de 25 ans à compter de la notification du présent arrêté. Elle se déroule en 5 phases de 5 ans, la dernière étant dédiée à la remise en état.

Le phasage présenté dans le dossier de demande d'autorisation est scrupuleusement respecté. L'annexe 4 du présent arrêté indique les différentes phases d'exploitation.

L'exploitation de l'emprise en renouvellement durera environ 7 ans, et l'exploitation de l'emprise en extension prendra 13 ans.

## **CHAPITRE 3.3 - EXPLOITATION**

### **Article 3.3.1 Décapage**

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation, au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

Le décapage est réalisé de manière sélective (terre végétale et plaquettes calcaires), puis les matériaux sont :

- soit stockés séparément en limite de site en merlon dans la bande des 10 m périphériques ou sur une plate-forme réservée à cet usage en attendant d'être réutilisés pour le réaménagement,
- soit directement réintégrés dans les opérations de réaménagement du site.

La découverte est extraite suivant un unique front, de 2 à 5 m de hauteur (3,5 m en moyenne).

La hauteur des stocks de terres végétales et de stériles est telle que la stabilité des tas est assurée et que les caractéristiques physiques des matériaux ne puissent s'altérer.

Le décapage se fait hors périodes de nidification.

### **Article 3.3.2 Extraction des matériaux**

Le gisement est présent sur une hauteur de 22 à 34 m, et est exploité suivant plusieurs fronts d'une hauteur de 15 m maximum. Ces fronts sont subverticaux et séparés par des banquettes de 5 m minimum.

La côte minimale d'extraction est fixée à 157 m NGF pour la partie Nord du site (en extension) et à 161 m NGF pour la partie Sud, en renouvellement et extension.

Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10m des limites sur lequel porte la présente autorisation d'exploiter ainsi que des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Dans le cas où l'exploitation nécessite des interventions sur les milieux humides du site, celles-ci doivent avoir lieu hors période de reproduction du Pélodyte ponctué. Tout dérangement doit être évité par rapport à la période de nidification du Grand-Duc, de la mi-février à la mi-mai.

L'extraction est réalisée à ciel ouvert, à sec, à l'aide de pelles hydrauliques. Ponctuellement, des tirs de mine sont réalisés pour des gisements présentant des niveaux trop indurés pour permettre une utilisation de pelle hydraulique.

### **Article 3.3.3 Abattage à l'explosif**

Les explosifs sont mis en œuvre dès réception sur le site. Il n'y a pas de stockage d'explosif sur le site.

Avant chaque tir de mine, l'exploitant en informe la commune de VIREY-SOUS-BAR au minimum 2 semaines avant, afin que les riverains puissent être avertis.

Les tirs de mine sont réalisés en moyenne 2 fois par an avec une limite de 10 tirs par an.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.

### **Article 3.3.3.1 Détermination des plans de tirs**

Avant chaque tir de mine, l'exploitant est tenu de déterminer un plan de tir. La foration et l'abattage sont intégralement réalisés par une société extérieure spécialisée, disposant des habilitations réglementaires.

Ce plan de tir doit notamment tenir compte du phasage de l'exploitation, de la nature du gisement, de la géologie locale et des conditions météorologiques.

Plan de tir type :

Banquette / Espacement	6 m / 6 m
Nombre de trous par rangée / Nombre de rangées	20 / 5
Diamètre de foration / Profondeur de foration	115 mm / 5 m
Volume par trou	180 m <sup>3</sup>
Explosif de pied	EMULSTAR 8000 UG 90/3125
Explosif de colonne	ANTOTITE 1+
Bourrage final	2,3 m
Amorçage fond de trou	Détonateur en fond de trou

La mise à feu se fait de manière électrique en mode conventionnel, avec utilisation de micro-retards.

### **Article 3.3.3.2 Foration**

La foration doit être réalisée par un engin de foration des trous de mines équipé d'un dispositif de dépoussiérage.

Un rapport de foration doit systématiquement être établi à l'issue de la foration. Ce rapport doit mentionner en particulier l'ensemble des phénomènes géologiques rencontrés (faille, vide, karst, argile...).

Un relevé de dérivation est établi afin de vérifier la qualité de la foration. Une attention particulière sera portée sur l'inclinaison des trous pour chaque tir par rapport à celle du front.

### **Article 3.3.3.3 Chargement des trous de tirs**

Le chargement sera conforme au plan de tir validé.

Les explosifs sont installés dans des mines profondes verticales avec un amorçage en fond de trou.

La quantité maximale d'explosif utilisée pour chaque tir est de 2 500 kg avec un maximum de 140 g/m<sup>3</sup>.

La charge unitaire par trou est de 24,8 Kg.

Une purge systématique du front de taille est réalisée après chaque tir.

### **Article 3.3.3.4 Valeurs et limites de vibrations**

L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Aucun dépassement de ces vitesses n'est toléré.

L'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées de tout dépassement du seuil de la vitesse particulière, en apportant toutes explications sur les causes de ce dépassement et sur les mesures mises en place pour éviter son renouvellement.

Le respect de la valeur limite ci-dessus est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur les secteurs en extension de la carrière, puis à chaque tir de mines. Les appareils de mesure sont étalonnés au moins annuellement. Les appareils de mesure sont installés à minima aux habitations les plus proches dans la commune de VIREY-SOUS-BAR (à 1 200 m au Nord-Ouest du site), où la dalle rocheuse est de même nature que celle objet de l'exploitation.

Toute mesure de vibration fait l'objet d'un rapport mentionnant :

- la date et l'heure du tir,
- la charge unitaire,
- le lieu (parcelle position du front),
- le numéro de l'enregistreur, sa position et la référence de l'enregistrement,
- les valeurs des mesures de vibrations dans toutes les directions, des pseudo-fréquences et d'ondes de surpression,
- la valeur du niveau de la pression acoustique de crête mesurée,
- les valeurs limites de vibration et de pression acoustique de crête fixées par le présent arrêté,
- les conclusions relatives à la conformité des mesures réalisées et les éventuelles suites proposées.

#### **Article 3.3.3.5 Transmission des résultats**

Les plans de tirs et les résultats des mesures doivent être tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Annuellement, l'exploitant transmet un récapitulatif commenté des mesures réalisées.

#### **Article 3.3.4 Stockage et traitement des matériaux**

Les matériaux abattus sont repris au chargeur et subissent un concassage primaire au niveau du front de taille. Les matériaux sont ensuite acheminés par convoyeur vers l'installation de lavage. La fraction lavée est reprise par un convoyeur et évacuée vers l'installation de concassage-criblage située au centre-Ouest du site.

L'installation de traitement est composée de trémies tampon, concasseurs, cribles, convoyeurs et sauterelles.

Tous les matériaux élaborés sont repris sous les sauterelles et sont :

- soit stockés temporairement sur site ;
- soit immédiatement évacués vers les centres de consommation.

Le dépôt des matériaux se fait sur des aires propres et réservées par granulométries.

L'exploitant prend toute disposition pour que les stocks ne soient pas à l'origine d'envol de poussière.

#### **Article 3.3.5 Circuit des eaux de lavage**

L'installation de lavage permet de fonctionner en circuit fermé et de recycler au maximum les eaux de process, et aucun rejet d'eau n'est fait à l'extérieur du site.

Les eaux chargées en fines sont collectées sous les installations et dirigées vers le clarificateur avec ajout de floculants. Les eaux de surverse sont ensuite dirigées vers le bassin d'eau claire, alimentant l'installation de traitement. Les boues décantées sont envoyées vers le silo tampon puis vers la presse à boue.

La restitution de l'eau dans le bassin d'eau claire est d'environ 85 %.

L'appoint d'eau claire est fait par prélèvement dans la Seine (« Puits Seine ») à hauteur de 120 m<sup>3</sup>/h.

#### **Article 3.3.6 Transport de matériaux**

L'expédition des matériaux commercialisables s'effectue par voie routière, par camions, en double fret afin de limiter le trafic routier.

Les matériaux sont transportés sur de courtes distances couvrant un rayon d'au maximum 80 km autour du site.

#### **Article 3.3.7 Remblayage**

Le réaménagement du site est à vocation agricole, écologique et économique. Il consiste en un remblayage partiel de la carrière. Il est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Le remblayage est mené de façon progressive et coordonnée à l'avancement de l'extraction.

Le remblayage permet d'atteindre au maximum les cotes NGF suivantes :

- 158 m et 160 m NGF pour les terrains correspondant à l'implantation des installations de traitement et des bassins de recueil des eaux de lavage.
- 165 m et 162 m NGF pour la partie Nord
- 158 m, 162 m et 167 m NGF pour la partie Sud.

### **Article 3.3.71 Déchets utilisables pour le remblayage**

Le remblayage est assuré à l'aide des stériles du site, dont les fines de lavage, et de déchets extérieurs inertes.

L'ensemble des déchets inertes externes provient de chantiers de BTP présents dans un rayon de 50 km autour du site à raison d'environ 54 000 t/an.

Les déchets inertes extérieurs autorisés, conformes à l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517, sont :

Chapitre de la liste des déchets	CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17. Déchets de construction et de démolition	17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
	17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
	17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
	17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
	17 03 02	Mélanges bitumeux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés. Et ayant fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.
	17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20. Déchets municipaux	20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Tout autre déchet que ceux listés ci-avant est interdit.

Une barrière de sécurité passive est mise en place à la base de ces remblais (à minima 0,5 m d'argile d'une perméabilité maximale de  $1.10^{-9}$  m/s) afin de protéger la nappe des calcaires du Barrois. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de volumes et de qualité des matériaux utilisés, un relevé de géomètre justifiant l'épaisseur de la couche appliquée en tout point des zones de remblais ainsi que des photographies de la barrière de sécurité passive avant toute mise en place de remblais. Ces éléments sont également fournis au dossier de cessation d'activité du site. Ce justificatif atteste la conformité de la barrière de sécurité passive mise en œuvre.

Sous réserve de la bonne mise en place de cette barrière passive sur l'ensemble des zones à remblayer et susceptibles de recueillir les lixiviats issus des déchets utilisés, et de la mise en place préalable de la surveillance des eaux souterraines prescrite au chapitre 5.4 du présent arrêté, les déchets inertes utilisés pour ce remblai peuvent dépasser les valeurs limites fixées en lixiviation par l'arrêté préfectoral du 12/12/2014 pour les paramètres Molybdène (Mo), Antimoine (Sb), Sulfate, et Fluorure. Les valeurs limites pour ces paramètres sont alors les suivantes pour ces déchets :

	Concentration maximale		
	Annexe II de l'Arrêté du 12/12/2014	Facteur 3	
	mg/kg	mg/kg	mg/l
<b>Molybdène</b>	0,5	1,5	0,15
<b>Antimoine</b>	0,06	0,18	0,018
<b>Sulfate</b>	1 000	3 000	300
<b>Fluorure</b>	10	30	3

### **Article 3.3.7.2 Acceptation préalable de déchets inertes**

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et être utilisés pour le remblayage de la carrière.

L'exploitant s'assure que:

- les déchets apportés ont fait l'objet d'un tri au plus près de leur lieu de production ;
- les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée est en tonnes.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

### **Article 3.3.7.3 Admission des déchets**

Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

Un contrôle visuel des déchets apportés est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Les déblais sont déchargés sur une aire spécifiquement délimitée. Ils ne peuvent être poussés directement en fond de fouille. Une fois la conformité des matériaux vérifiée, ils sont mis en remblai suivant les casiers définis sur le plan topographique.

Des bennes permettant d'accueillir les déchets interdits pouvant être présents en faible quantité sont disposées sur l'aire de déchargement des déblais. Le contenu de ces bennes est éliminé conformément aux dispositions au titre 6 du présent arrêté.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines « et les sols ». Il s'assure également, de l'absence de développement d'espèces exotiques invasives. En cas de détection de présence de ces dernières, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour ne pas propager les espèces, voire pour les éliminer, notamment en s'appuyant sur le guide « Espèces invasives sur les sites de carrière : comprendre, connaître et agir » rédigé par l'UNPG-UNICEM.

L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

#### **Article 3.3.7.4 Registres**

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Il y consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception des déchets ;
- la référence du document préalable d'acceptation ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- la localisation la zone où les déchets ont été mis en remblais en lien avec le plan de référencement des zones de remblaiement,

Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

L'exploitant tient à jour un registre des refus d'admission. Il y consigne pour chaque chargement de déchets présenté le motif de refus d'admission ; la date ; le nom du producteur du déchet.

Ce registre est conservé jusqu'à la réception du procès verbal de recollement et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **TITRE 4 : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### **CHAPITRE 4.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **Article 4.1.1 Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les envols de poussières et les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### **Article 4.1.2 Emission de gaz à effets de serre**

L'exploitant réalise à la mise en œuvre du présent arrêté un bilan carbone sous 1 an à l'aide de l'outil de l'Empreinte Carbone pour les Carrières.

Ce bilan est transmis à l'inspection des installations classées.

#### **Article 4.1.3 Envols de poussières**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- Les zones de stockages ainsi que les installations de traitement des matériaux font l'objet de mesures telles que l'humidification permettant de réduire les envols de poussières,
- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- la vitesse des engins sur les pistes est adaptée,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues en cas de besoin,
- des écrans de végétation sont mis en place.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

#### **Article 4.1.4 Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution de l'air**

En cas d'épisode de pollution de l'air ambiant dans le cadre de l'arrêté du 7 avril 2016, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- réduire l'activité sur les chantiers générateurs de poussières et la mise en place de mesures compensatoires (arrosage, etc.) durant l'épisode de pollution ;
- réduire l'utilisation de groupes électrogènes pendant la durée de l'épisode de pollution) ;
- utiliser des combustibles de substitution moins polluants.

## **Article 4.1.5 Plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement**

### **Article 4.1.5.1 Plan de surveillance**

L'exploitant est tenu de rédiger un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. La première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 4.1.5.2 Contenu du plan de surveillance**

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (type b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (type c).

### **Article 4.1.5.3 Suivi des retombées de poussières**

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées et selon le plan annexé (Annexe 5). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois selon la norme NF X 43-014 (2003).

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en  $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ .

L'objectif à atteindre est de  $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$  en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à  $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$  en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance la fréquence de suivi peut devenir semestrielle après avis de l'inspection des installations classées.

Par la suite, si un résultat excède la valeur de  $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$  prévue au paragraphe précédent et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Le suivi des retombées de poussières est corrélé aux conditions météorologiques présentes au moment des analyses. Pour ce faire, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées. Ces conditions météorologiques sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire.

### **Article 4.1.5.4 Bilan des suivis de retombées de poussières**

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.

Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

## TITRE 5 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### CHAPITRE 5.1 - PRÉLÈVEMENT ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### Article 5.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces quantités sont portées sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. Les dispositifs de prélèvement et de distribution d'eau sont munis de clapet anti-retour.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, et qui sont autorisés sont les suivants :

Origine de la ressource	Caractéristiques	Usage	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> /an)	Prélèvement moyen horaire (m <sup>3</sup> /h)
Eau de surface : Puits Seine (à 1,4km au Nord du site)	La Seine du confluent du canal des Trévois au confluent de l'Aube (FRHR13A)	Appoint de l'installation de lavage Arrosage des pistes et zones susceptibles d'émettre des poussières en période sèche et venteuse	40 000 m <sup>3</sup>	120 m <sup>3</sup> /h
Installation de lavage	-	Lavage matériaux, Brumisation matériaux sur traitement secondaire	0	800m <sup>3</sup> /h
Réseau d'eau potable muni d'un dispositif anti-retour	VIREY-SOUS-BAR	Sanitaires Base de vie	Quelques centaines de m <sup>3</sup>	-

#### Article 5.1.2 Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eaux

L'exploitation dispose d'un point de prélèvement en eau de surface dans la Seine. Ce point de prélèvement alimente le bassin d'eau claire de l'installation de traitement et permet la brumisation des matériaux sur les installations de traitement et l'arrosage des pistes de circulation. Il respecte les prescriptions de l'Arrêté du 11/09/03 susvisé qui lui sont applicables.

Le système de lavage et recyclage des eaux fonctionne selon le descriptif présenté à l'article 3.3.5 du présent arrêté.

#### Article 5.1.3 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

L'exploitation ne rejette pas d'eau de process dans le milieu naturel.

#### Article 5.1.4 Prescriptions en cas de sécheresse

L'exploitant met en œuvre les mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau selon les mesures suivantes lorsqu'un arrêté constate le franchissement des seuils de « vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise ».

En cas de franchissement du seuil de vigilance, le remplissage du bassin de lavage est effectué en dehors de la plage horaire interdite fixée par le préfet de département et les heures de productions seront adaptées.

La production sera réalisée le temps que les ressources en eau dans le bassin sont présentes et sera stoppée une fois leur épuisement et jusqu'à la prochaine recharge en heures autorisées.

Le fonctionnement des installations sera corrélé à la capacité du bassin et les besoins en eau de process.

En cas de franchissement du seuil d'alerte ou au-delà, le pompage d'eau dans la Seine est interdit jusqu'à un retour à un seuil de vigilance ou sa levée totale. L'exploitation est adaptée à un usage de l'eau limité au seul recyclage du stock d'eau déjà présent. L'exploitant adapte notamment son mode d'exploitation afin de limiter au maximum les émissions de poussières à l'extérieur du site, sans recourir à des arrosages de pistes. Il reporte autant que possible les opérations de lavage de matériaux.

## CHAPITRE 5.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

### Article 5.2.1 Disposition générales

Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 5.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 5.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les failles apparaissant au niveau du carreau sont comblées avec du béton ou tout autre matériau étanche, évitant ainsi l'infiltration massive d'eau chargée en sédiments vers la nappe souterraine.

### Article 5.2.2 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents (eaux de lavage des granulats) sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

Les ouvrages de collectes (bassins installation de traitement) sont curés autant que de besoin ; leur entretien est tracé sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les fiches de suivi du nettoyage du décanteur-séparateurs d'hydrocarbure, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 5.3 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

### Article 5.3.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

Nature de l'effluent	Provenance / Installations raccordées	Observations
Eaux industrielles	Eaux de lavage des granulats	Système de recyclage des eaux en circuit fermé (pas de rejet vers le milieu)
Eaux pluviales	Ruissellement sur la carrière	Merlons ou fossé pour dériver les eaux extérieures au site. Les eaux de ruissellement du site sont collectées au niveau des bassins de l'installation de traitement
Eaux pluviales	Aire de lavage étanche, ravitaillement et entretien des engins	Débourbeur-déshuileur puis infiltration
Eaux sanitaires	Base de vie	Dispositifs d'assainissement autonome avec fosse septique et lit d'épandage

Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées.

### **Article 5.3.2 Collecte des effluents**

Les effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### **Article 5.3.3 Eaux de procédés des installations de traitement des matériaux**

L'installation de traitement des matériaux permet de fonctionner en circuit fermé et de recycler au maximum l'eau, sans aucun rejet d'eau à l'extérieur du site.

Les eaux de lavage sont collectées sous les installations et dirigées dans un bassin tampon de 400 m<sup>3</sup> avant d'être envoyées vers le bassin clarificateur, puis dirigées par surverse dans le bassin d'eau claire, alimentant l'installation de traitement. L'eau du bassin tampon fait l'objet d'une analyse de recherche des monomères d'acrylamide tous les 2 ans.

Les boues décantées sont envoyées vers les silos tampons puis la presse à boue.

Les fines issues de l'installation de traitement ou fines de curage sont valorisées dans le réaménagement du site. Elles font l'objet d'une analyse de recherche des monomères d'acrylamide tous les 2 ans.

### **Article 5.3.4 Entretien et caractéristiques générales des rejets**

Les seuls rejets d'eau autorisés dans le milieu naturel sont constitués des eaux pluviales et ruissellement. L'exploitant s'assure de la bonne marche des installations de traitement des eaux (bassins de décantation, filtres, ...) et procède autant que de besoin à leur curage.

Le ravitaillement en carburant du matériel roulant et le lavage des engins sont réalisés sur une aire étanche reliée à un décanteur-déboureur permettant la récupération totale des liquides résiduels qui fait l'objet d'entretien. Cet équipement est entretenu périodiquement par l'exploitant, il procède notamment à son curage et nettoyage selon une fréquence au moins annuelle.

Les eaux traitées et rejetées du déboureur/deshuileur s'infiltrant dans le milieu naturel.

Les eaux de sortie de cet ouvrage sont suivies régulièrement sur les paramètres listés ci-dessous.

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,
- la température est inférieure à 30°C,
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105),
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101),
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114).

Les traces de monomères sont également recherchées provenant éventuellement de l'utilisation du floculant. La limite de qualité pour ce paramètre est fixée à 0.1 µg/L.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

L'exploitant fait réaliser une fois par an, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions.

Le résultat des analyses et le bilan quant à la conformité du rejet est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 5.3.5 Eaux domestiques**

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

### **Article 5.3.6 Eaux de ruissellement des zones de stockages et de la station de transit de matériaux**

L'exploitant doit s'assurer que les eaux de ruissellement des zones de stockages des déchets d'extraction inertes et des déchets inertes extérieurs utilisés pour le comblement de la carrière, ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux superficielles et souterraines.

L'exploitant doit procéder, si nécessaire, au traitement et au recyclage des eaux de ruissellement des installations de stockage et de transit des matériaux.

## **CHAPITRE 5.4 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

### **Article 5.4.1 Réseau de surveillance des eaux souterraines**

L'exploitant constitue, avant la mise en œuvre du présent arrêté, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comprenant :

- 2 piézomètres de contrôle situés en aval du site par rapport au sens d'écoulement de la nappe,
- 1 piézomètre de contrôle situé en amont du site.

La localisation de ces ouvrages est reportée sur un plan et transmis à l'inspection. Dans le cadre de la création de ce réseau, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réaliser les démarches administratives relatives à la loi sur l'eau.

### **Article 5.4.2 Contrôle du niveau et de la qualité des eaux souterraines**

L'exploitant assure une surveillance des eaux souterraines par relevés semestriels du niveau d'eau des puits visés à l'article précédent.

Il réalise, également de façon semestrielle, une analyse de la qualité des eaux souterraines (une en période de hautes eaux et une en basses eaux) portant sur les paramètres suivants : pH, température, conductivité, MES, DCO, hydrocarbures totaux, métaux lourds, Molybdène, Antimoine, Sulfate, Fluorure et Acrylamide.

Avant les premiers apports de déchets inertes extérieurs relevant d'un facteur 3, un état zéro (qualitatif sur les paramètres ci-dessus et quantitatif) de la nappe souterraine est réalisé.

Les résultats de ces mesures sont retranscrits dans un bilan annuel et transmis à l'inspection des installations classées.

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour en rechercher l'origine et, si elle provient des installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Les prélèvements et analyses seront réalisés pendant une durée de deux ans après la fin de l'exploitation, l'inspection des installations classées décidera de la date d'arrêt de ces prélèvements.

---

## TITRE 6 : DÉCHETS PRODUITS

---

### CHAPITRE 6.1 - PRINCIPES DE GESTION

#### Article 6.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

#### Article 6.1.2 Séparation et élimination des déchets

Les déchets doivent être répertoriés selon les trois catégories suivantes :

- les déchets d'extraction inertes (résultant de l'exploitation),
- les déchets non dangereux,
- les déchets dangereux définis à l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R. 543-171-1 et R. 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R. 543-195 à R. 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R. 543-17 à R. 543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R. 541-225 à R. 541-227 du code de l'environnement.

#### Article 6.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

#### Article 6.1.4 Zones de stockage des déchets d'extraction inertes internes

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

### Article 6.1.5 Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Origine	Moyen de stockage et utilisation ultérieure
Terre non polluée : terre végétale et argile caillouteuse	Découverte (~42 500 m³)	Merlons, dépôts de surface. Utilisation pour remise en état et végétalisation.
Boue argileuse : Stériles et autres déchets (01 04 12) provenant du lavage et nettoyage des minéraux autres que ceux visés aux rubriques 01 04 07 et 01 04 11	Traitement (~659 000 m³)	Bassin de sédimentation fermés. Utilisation pour remise en état.

### Article 6.1.6 Plan de gestion des déchets

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début d'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Ce plan est transmis au préfet.

## TITRE 7 : PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

### CHAPITRE 7.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 7.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### Article 7.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

Les engins de chantier sont équipés d'avertisseurs sonores unidirectionnels de type « cri du lynx ».

#### Article 7.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### CHAPITRE 7.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### Article 7.2.1 Niveaux limites de bruit

Le niveau d'émergence en limite de propriété de l'installation ne doit pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit constatés lorsque l'établissement est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt.

#### Article 7.2.2 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### Article 7.2.3 Contrôle du bruit

Une nouvelle campagne de mesure du niveau de bruit et de l'émergence (selon plan annexé n° 6) est effectuée dans les six mois qui suivent la notification du présent arrêté, puis à minima tous les 5 ans.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation (et notamment des installations de traitement, extraction à la pelle et circulations d'engins) sur une durée d'une demi-heure au moins. Cette campagne est réalisée de manière à conclure sur la conformité des émergences au niveau de la ZER 2 (quartier des Croyères à VIREY-SOUS-BAR), en excluant l'influence du trafic routier.

Une nouvelle campagne est réalisée en début des phases d'exploitation 3 et 4 de l'extension, ainsi qu'à chaque déplacement d'installations de traitement en direction ZER 2 (quartier des Croyères à VIREY-SOUS-BAR).

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Le résultat des mesures sonores est transmis à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 7.3 - ÉMISSIONS LUMINEUSES**

### **Article 7.3.1 Emissions lumineuses**

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, les éclairages intérieurs sont éteints une heure au plus tard après la fermeture du site.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. L'exploitant doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

---

## TITRE 8 : PRÉVENTION DES RISQUES

---

### CHAPITRE 8.1 - DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

#### Article 8.1.1 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;

dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. En cas de déversement de produits polluants sur le sol, l'exploitant procède à un décapage des sols. Les terres souillées sont traitées en tant que déchets dans une filière adaptée.

VI. Un inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour. Les fiches de données de sécurité des produits sont regroupées dans un recueil.

#### Article 8.1.2 Risques de pollution liés aux engins

Le ravitaillement et l'entretien des engins est assuré sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des liquides résiduels ou par un dispositif présentant des garanties équivalentes.

Les engins sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants.

## CHAPITRE 8.2 - PRÉVENTION DES INCENDIES

### Article 8.2.1 Prévention

Dans les installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Dans ces installations recensées à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

### Article 8.2.2 Moyen de lutte contre l'incendie

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont constitués :

- d'extincteurs placés à l'intérieur des locaux ou sur les aires extérieures, sur les engins de chargement et de transport ;
- des réserves de sable.

## CHAPITRE 8.3 - PRÉVENTION DES RISQUES ÉLECTRIQUES

### Article 8.3.1 Prévention des risques électriques

L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

## CHAPITRE 8.4 - VÉRIFICATION PÉRIODIQUE DES ÉQUIPEMENTS

### Article 8.4.1 Vérification périodique des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place, ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les vérifications périodiques des équipements font l'objet de rapports détaillés dont la conclusion précise très explicitement les défauts constatés auxquelles il faudra remédier dans les plus brefs délais. Les vérifications périodiques des équipements sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

---

## TITRE 9 : CONDITIONS DE REMISE EN ÉTAT

---

### CHAPITRE 9.1 - CESSATION D'ACTIVITÉ

#### Article 9.1.1 Arrêt des travaux d'extraction

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 5 ans avant la fin de la présente autorisation. Cette période étant réservée à la finalisation des travaux de remise en état.

#### Article 9.1.2 Notification de la cessation d'activité

L'exploitant doit notifier la date de cet arrêt, au préfet, 6 mois avant la mise à l'arrêt définitif de l'installation. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la suppression des effets de l'installation sur son environnement ;
- une proposition de maintien de la surveillance des eaux souterraines, en fonction des résultats obtenus de leur évolution.

L'exploitant est tenu de transmettre au préfet un mémoire précisant les travaux de remise en état et les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts L. 511-1 du code de l'environnement compte tenu de la remise en état définie ci-dessous et visée par l'annexe 3 du présent arrêté.

Le mémoire rappelle les enjeux écologiques (faune, flore, eaux souterraine... ) identifiés lors de la demande d'autorisation et les engagements pris par l'exploitant afin d'assurer la vocation ultérieure des sites.

Le mémoire est accompagné :

- des relevés des plans et éléments documentaires ;
- des relevés écologiques effectués pendant la période d'exploitation ;
- d'un recensement des incidents et accidents survenus pendant la phase d'exploitation et susceptibles d'interférer dans les travaux de remise en état ;
- d'un plan topographique à jour de la carrière dans un rayon de 50 m autour du périmètre autorisé ;
- de photographies ;
- des différents résultats de surveillance effectués (eaux de procédé, eaux souterraines...) ;
- de tous autres documents de nature à préciser et compléter ce mémoire.

### CHAPITRE 9.2 - REMISE EN ÉTAT

#### Article 9.2.1 Conditions générales

La remise en état du site est coordonnée à l'exploitation. Elle doit être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation, sauf dans le cas d'un renouvellement ou d'une prolongation d'exploiter demandé par l'exploitant dans les conditions prévues par la réglementation.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu et conformément aux engagements pris dans son dossier de demande d'autorisation environnementale.

Les panneaux avertissant des dangers du site et les dispositifs de clôture doivent être maintenus.

Dans le cadre du réaménagement, l'exploitant veille à limiter le risque de développement des espèces à caractère invasif. En particulier, la végétalisation rapide des stocks de terre végétale et des merlons, et des zones déjà remises en état, est réalisée afin d'empêcher l'implantation d'espèces végétales invasives.

Après exploitation, les dépôts de matériaux extraits non exploités et non enlevés doivent être repoussés dans les excavations réalisées et arasés au plus ou en deçà du niveau de la cote initiale des terrains avant exploitation.

Les piézomètres mis en place dans le cadre du suivi des eaux souterraines sont maintenus en place post exploitation.

### **Article 9.2.2 Nature de la remise en état**

La remise en état est réalisée conformément aux plans en annexe 3 du présent arrêté. Les propositions de modification du réaménagement définitif du site d'exploitation de la carrière doivent être soumis pour accord avant toute exécution à l'inspection des installations classées.

Le réaménagement prévu est à vocation agricole et écologique. Il consiste en un remblaiement partiel de la carrière, la mise en place de zones de culture, la création d'une zone d'activités économiques et l'aménagement de divers biotopes en faveur des espèces présentes sur la carrière et ses environs.

L'exploitant est tenu de supprimer toute structure et engins n'ayant plus d'utilité. Les déchets doivent être éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

### **Article 9.2.3 Description de la remise en état**

Les travaux de remise en état sont effectués au moyen de tombereaux, chargeur et de pelle hydraulique, à l'aide de stériles du site et de matériaux inertes extérieurs.

La remise en état consiste au maintien et mise en place de plusieurs ensembles de milieux diversifiés pour la flore et la faune, répartis sur différents secteurs de l'emprise de la carrière :

- Extension de la zone économique sur ~ 10 ha sur la partie Ouest du site en prolongement de l'activité déchetterie implantée dans le secteur, après remblaiement partiel du fond de fouille et talutage des fronts résiduels à l'aide des stériles du site ou des matériaux extérieurs inertes ;
- Reconstitution d'une prairie de fauche ou d'une culture sur ~ 20 ha sur les parties en extension et sur la partie Sud-Est, après remblaiement partiel du fond de fouille et talutage des fronts résiduels à l'aide des stériles du site ou des matériaux extérieurs inertes. Ces sols sont rendus à l'exploitation agricole. Un chemin d'accès est aménagé sur chaque zone afin que les exploitants agricoles accèdent à leurs terrains ;
- Revégétalisation spontanée sur ~ 15 ha au droit d'anciens bassins de stockage des boues de lavage ;
- Maintien de la zone prairiale, déjà remise en état, accompagnée de plantations arbustives au Nord-Ouest du site ;
- Mise en sécurité des fronts, talutage de tous les fronts à l'exception des fronts Nord-Est et Sud-Ouest qui sont sécurisés mais maintenus en l'état et profilés pour créer de nouveaux milieux diversifiés sur le plan écologique et paysager (falaises rocheuses, fortes pentes à éboulis, alternance de dalles calcaires et banquettes végétalisées...) ;
- Mise en place d'une zone à vocation écologique au Sud-Ouest du site avec un secteur reboisé, une pelouse calcicole sur environ 1,5 ha, la conservation d'un front résiduel pour le développement du Grand-Duc ;
- Mise en place de 4 mares d'environ 50 m<sup>2</sup> pour le développement du Pélodyte ponctué, au Sud de la carrière, entre le carreau minéral et les milieux cultivés ;
- Reboisement en périphérie Sud du site sur un peu plus de 4 ha permettant de retrouver l'ambiance paysagère arborée du secteur ;
- Plantation de haie au Sud du site, marquant la séparation entre la zone à vocation écologique, agricole et la zone économique.

La terre végétale issue de la découverte est régalée sur l'ensemble de la zone d'exploitation excepté au niveau des fronts résiduels, les dalles calcaires conservées et de la future zone d'activités.

Tous les matériaux de découverte stockés en merlon sont réutilisés dans le cadre des opérations de remise en état.

Les opérations de démantèlement de l'installation de traitement sont réalisées hors période de nidification, tout comme le remaniement des terrains meubles qui sont effectués hors période d'hivernage et de nidification de la faune.

Le réaménagement du site a pour objet d'assurer la sécurité des terrains et des personnes après l'exploitation, ainsi que leur réintégration dans l'environnement.

L'ensemble de la remise en état est en accord avec la commune et les propriétaires des terrains.

Les piézomètres constituant le réseau de surveillance des eaux souterraines, mentionnés à l'article 5.4.1 du présent arrêté, sont maintenus en place afin d'assurer le suivi post exploitation prescrit à l'article 5.4.2 du présent arrêté.

## TITRE 10 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### CHAPITRE 10.1 - PUBLICITÉ ET EXÉCUTION

#### Article 10.1.1 : Notification de l'arrêté et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société CARRIÈRES de VIREY.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de VIREY-SOUS-BAR pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de VIREY-SOUS-BAR, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Le présent arrêté sera envoyé à chaque conseil municipal et chaque collectivité locale consultés.

Il sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

#### Article 10.1.2 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de VIREY SOUS BAR sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le 22 NOV. 2022

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Christophe BORGUS

#### Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## ANNEXES

Les annexes du présent arrêté comprennent :

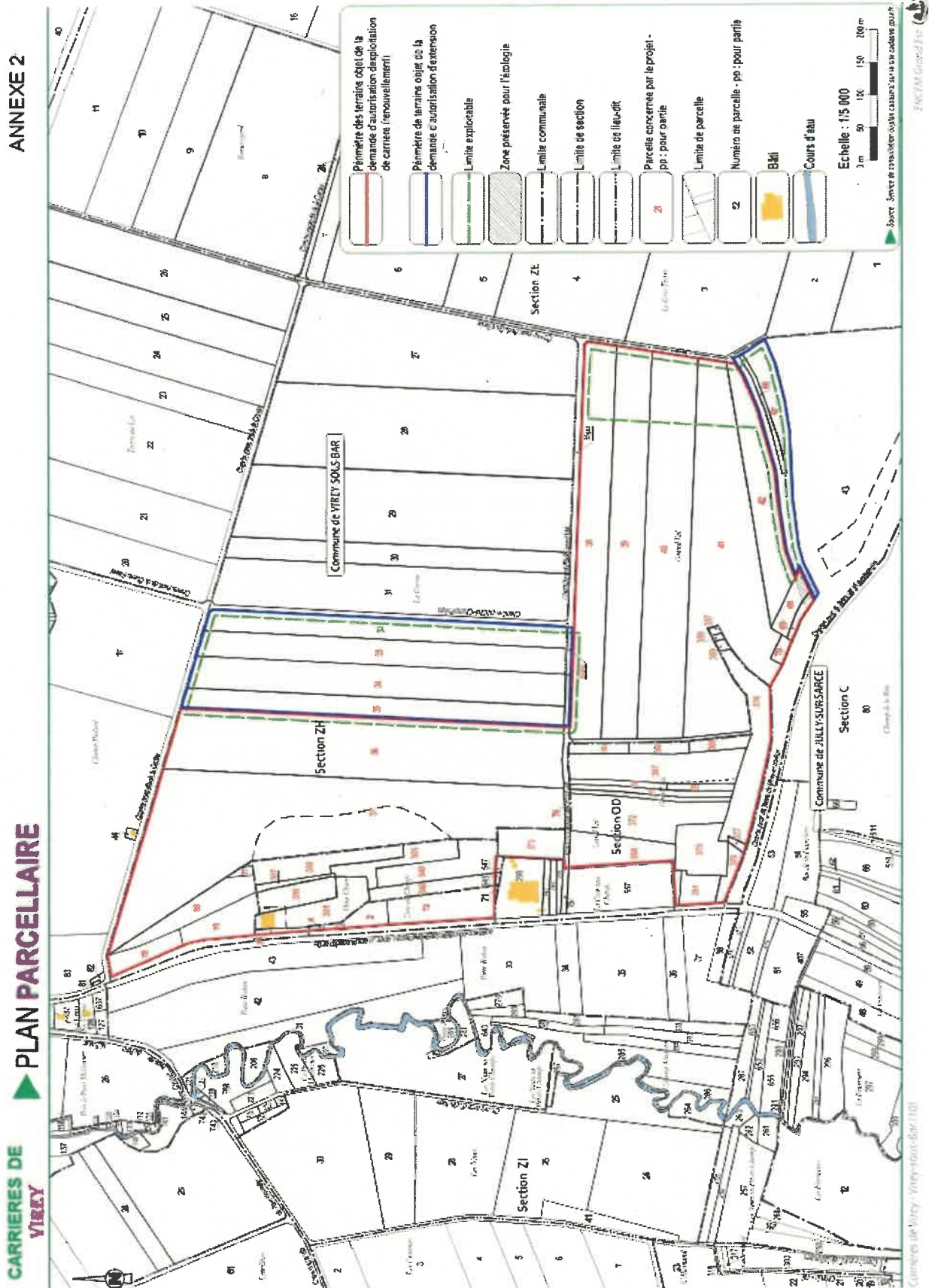
- ANNEXE 1 : liste des parcelles concernées avec leurs superficies autorisées et extraites
- ANNEXE 2 : plan parcellaire du site incluant les périmètres d'autorisation et d'extraction
- ANNEXE 3 : plan de remise en état finale du site
- ANNEXE 4 : plan de phasage d'exploitation
- ANNEXE 5 : Plan de mesure poussières
- ANNEXE 6 : plan de localisation des points de mesures de bruit en ZER

## ANNEXE 1 : Liste parcellaires

### ANNEXE 1 - Liste parcellaires – CARRIERES DE VIREY

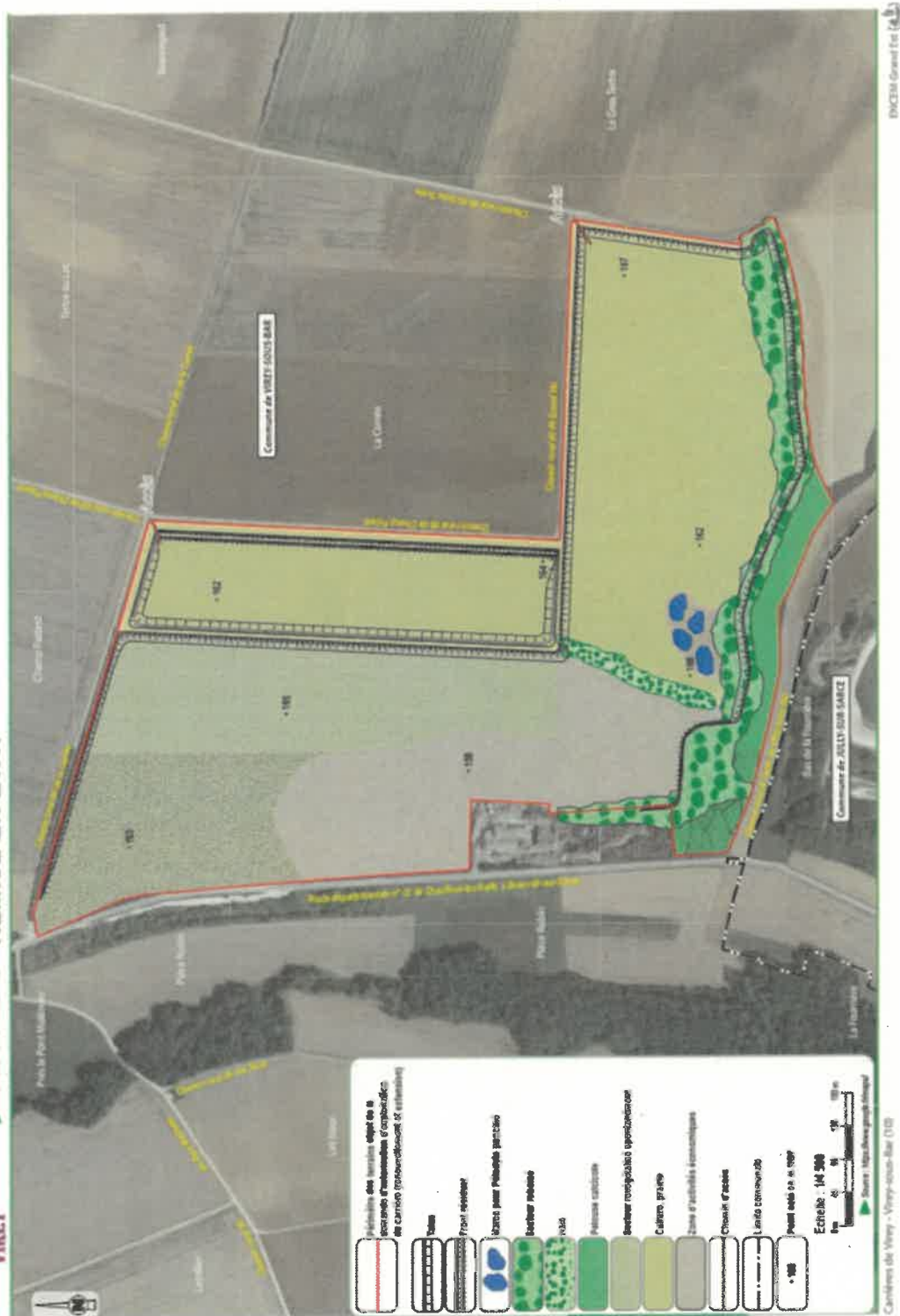
Commune	Section	Lieu-dit	N° de parcelle	Superficie cadastrale totale (m2)	Superficie concernée (m2)		
Virey sous Bar	ZH	La Corréée	32	19260	19260	Extension	
			33	22120	22120		
			34	28340	28340		
			35	18010	18010		
			36	57520	57520	Renouvellement	
			37	81200	81200		
			76	3418	3418	Renouvellement 2 791m² et extension 627m²	
			77	325	325		
			78	4975	4975	Renouvellement	
			79	3480	3480		
			85pp	6046	584	Extension	
		Grand Val	38	30100	30100	Renouvellement	
			39	32930	32930		
			40	41960	41960		
			41	51940	51940		
			42	15200	15200		
			66	1260	1260	Extension	
			67	11700	11700		
			68	2490	2490		
			69	960	960		
			70	800	800		
		La Cerisière	80	5960	5960		
		La Cote aux Chétifs	2	2110	2110		
			3	290	290		
			4	170	170		
			72	7296	7296		
		D	Dine Chien	300	520	520	Renouvellement
				301	6730	6730	
				305	4620	4620	
				306	4100	4100	
				307	850	950	
				308	6040	6040	
				546	4165	4165	
				548	8949	8949	
	Grand Val		291	2690	2690		
			357	190	190		
			358	160	160		
			359	300	300		
			364	1660	1660		
			365	1660	1660		
			366	1660	1660		
		367	11900	11900			
		368	1280	1280			
		369	1030	1030			
		370	2315	2315			
		371	1660	1660			
		372	12639	12639			
		373	4628	4628			
		375	5830	5830			
		376	11040	11040			
		377	330	330			
	378	2335	2335				
	558	7348	7348				
Total				554589	549127		

## ANNEXE 2 : Plan de localisation du site

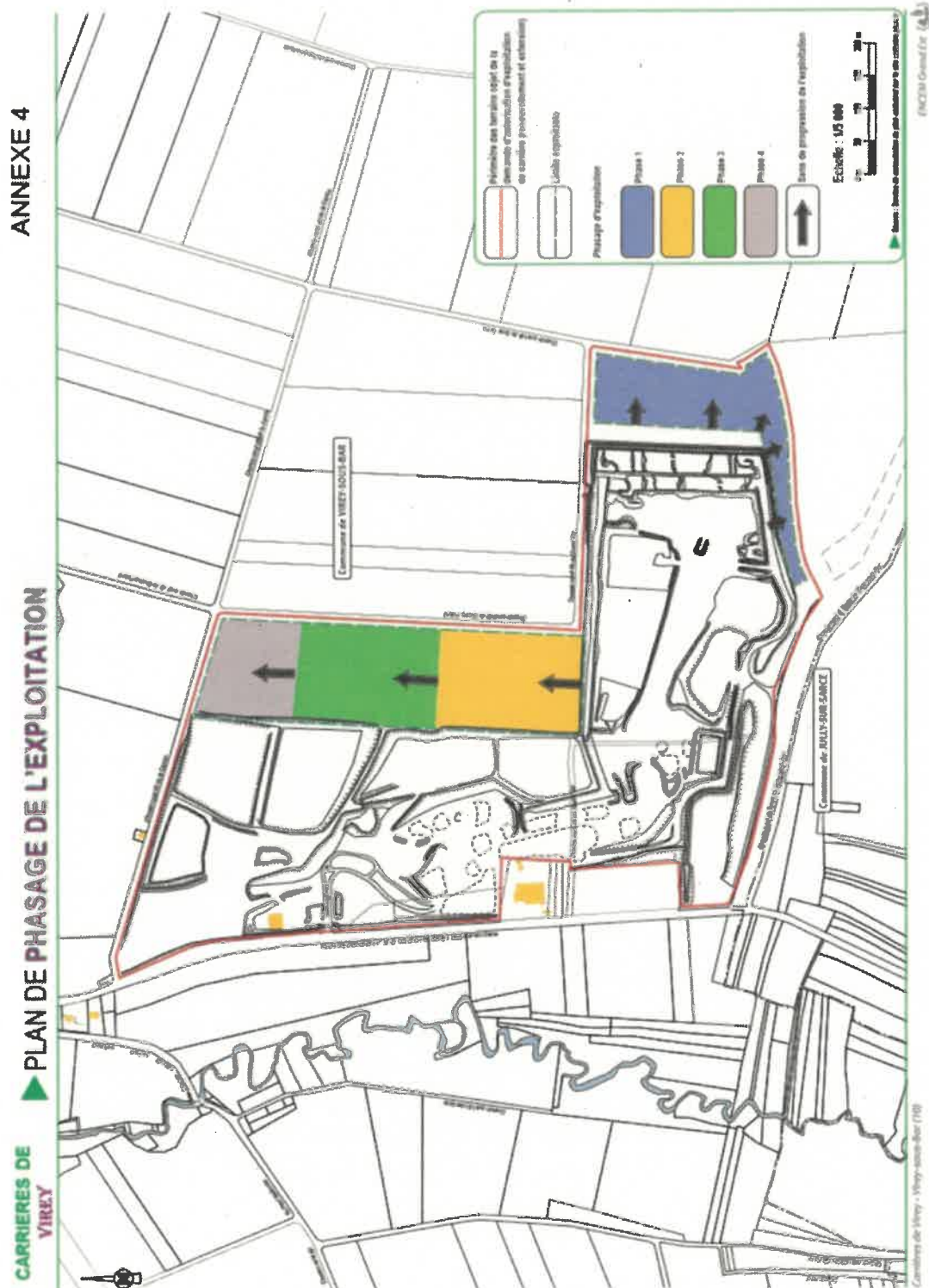


## ANNEXE 3

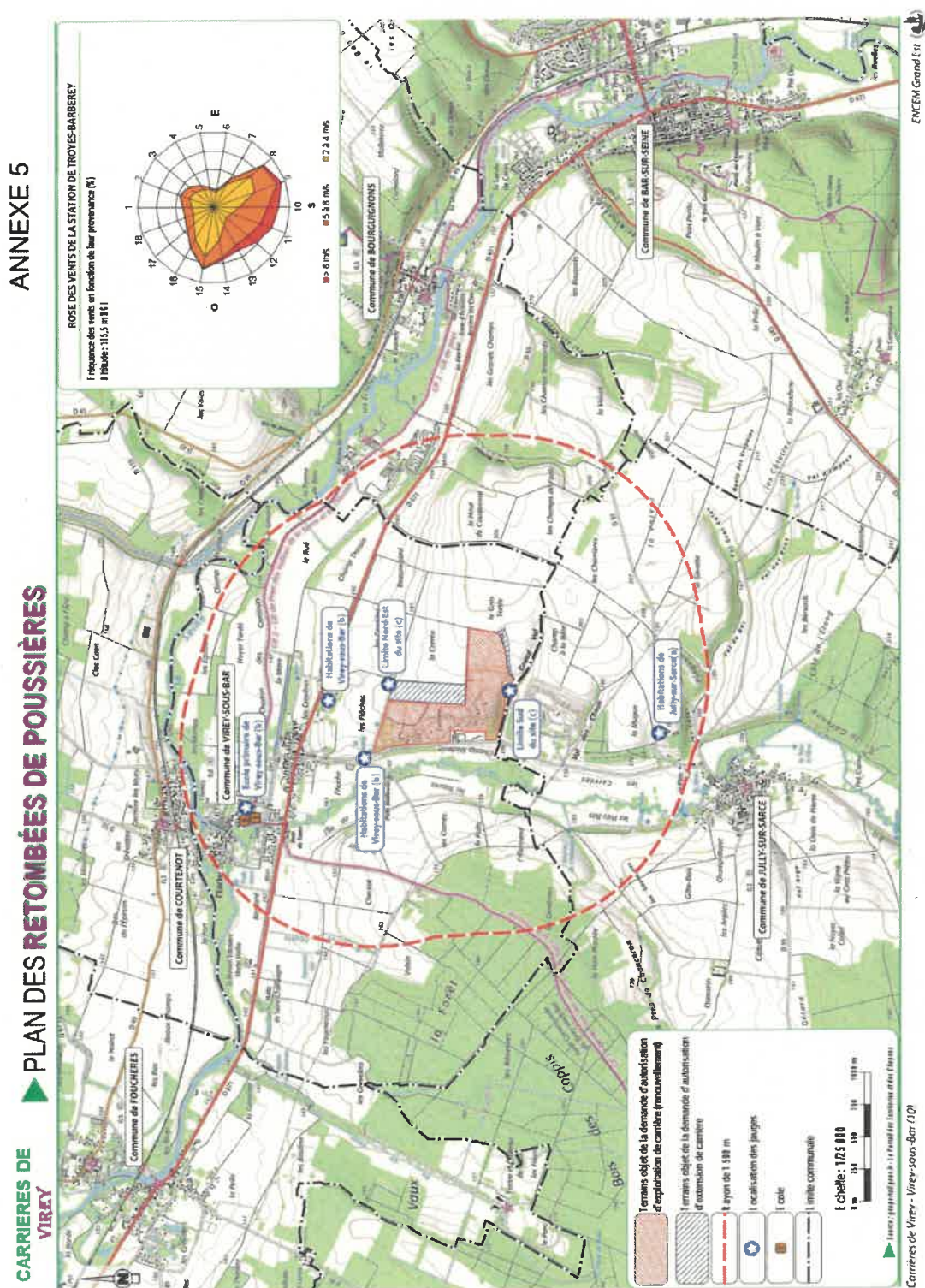
**CARRIERES DE**  
**VIREY**



## ANNEXE 4 : Plan de phasage d'exploitation



## ANNEXE 5 : Plan de mesure poussières



## ANNEXE 6 : plan de localisation des points de mesures de bruit en ZER

### ANNEXE 6

Société Carrières de Virey

Dossier de demande d'autorisation 2510-1, 2515-1a et 2517-1

Commune de Virey-sous-Bar (10)

▼ Illustration : Localisation des points de mesure (source Géoportail, modifié ENCEM)



★ ou ★ Point de mesure et dénomination